

La lutte de classe : un cadre de réflexion imposé

Tibor Sarcey

À l'approche des élections régionales et départementales de 2021, et de l'élection présidentielle de 2022, la question « d'unité de la gauche » refait surface. Le problème de ce débat à « gauche » est qu'il tend à enfermer la dynamique des élections dans un enjeu arithmétique, alors qu'il devrait être avant tout politique : travailler à construire une alternative au capitalisme permettant de dépasser la crise sociale et environnementale afin de répondre aux besoins humains.

Bien poser le problème est le point de départ de sa résolution. Quel est donc le problème avec le capitalisme ? Ayant le monopole de l'utilisation des moyens financiers et des informations, le grand capital a le pouvoir de décision économique. Il organise la production selon sa logique propre : celle visant la rentabilité à des fins d'accumulation du capital. Tout y passe donc. La politique salariale, d'embauche et de licenciement, de recherche & développement, d'investissement, de sous-traitance, et toutes les autres encore sont ainsi déterminée par la recherche d'un maximum de profit. En tendance¹, cette logique fait donc émerger un chômage endémique, une dégradation des conditions de travail, des conditions de vie, un appauvrissement des services publics et une suraccumulation financière conduisant à des crises récurrentes, qui à leur tour viennent renforcer ces logiques. Ce sont encore celles-ci qui poussent à des crises de surproduction, au gâchis des ressources naturelles, à l'éclatement mondial des chaînes de production et la localisation des activités déterminée par la logique de rentabilité poursuivie par les multinationales, avec toutes les conséquences que l'on connaît

en matière environnementale. La recherche de rentabilité comme aiguillon de la production s'oppose radicalement aux impératifs sociaux et environnementaux. Aussi, si l'on se fixe comme objectif politique de bâtir une organisation de la production permettant réellement de répondre aux besoins humains, que ce soit d'un point de vue social ou environnemental, il est primordial de s'atteler à s'attaquer aux logiques profondes du capital. Toute politique d'émancipation ne mettant pas au cœur de sa réflexion la suppression de ces grandes logiques ne peut être alors que fantaisiste et incantatoire. Elle ne peut par ailleurs penser leur remplacement par une logique de développement des capacités humaines basée sur un nouveau type de croissance de la productivité. Toute proposition de transformation sociale ne prenant pas en compte les contraintes qu'impose le capital sur la production, sur le corps social et sur la nature, ne peut être que vouée à l'échec. Et c'est à l'aune de ce constat qu'il convient d'aborder la question de « l'unité de la gauche ».

L'exemple du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) illustre à merveille l'illusion dans laquelle est plongée une partie de la gauche.

Car s'il n'est pas à douter que ceux l'ayant mise en place n'avaient en réalité pas d'autre objectif que de satisfaire le patronat, des gens de bonne foi ont sûrement été séduits par cette idée. Diminuer le « coût du travail » *via* un crédit d'impôt aux entreprises devrait permettre de *booster* la compétitivité des entreprises et par ricochet (par « ruissellement » dirait certains) l'emploi. Car dans un monde théorique, les entreprises embauchent en fonction de leurs marges de manœuvres financières. Mais dans le vrai monde, celui dominé par les logiques du « tout pour le profit », logiques qui façonnent la rationalité des entreprises, l'accroissement des marges financières se traduit d'abord par une hausse du profit. Du moins pour les grandes entreprises. Ce profit supplémentaire pourra alors être distribué aux actionnaires, ou bien investi dans des titres financiers à haut rendement, ou encore gardé bien au chaud dans la trésorerie de l'entreprise ou de son groupe d'appartenance dans l'attente d'une opportunité répondant à ces mêmes critères de rentabilité. Pour les petites et moyennes entreprises, le CICE n'a pas eu non plus les effets escomptés par certains. Il n'a impacté positivement ni leurs marges ni leurs profits car ces der-

1. Il peut y avoir des périodes de « progrès social » dans les phases dynamiques d'accumulation du capital, sous l'effet de rapports de forces et avant que la suraccumulation du capital ne commence à poser problème.



L'histoire nous montre que les révolutions dans les lois économiques et technologiques travaillent les consciences et préparent les révolutions politiques.



nières, elles-mêmes plongées dans les contraintes qu'impose le capital, ont été sommées de rétrocéder leurs CICE à leurs maisons-mères *via* les mécanismes de centralisation des trésoreries, c'est-à-dire l'équilibrage automatisé des comptes d'une entreprise permettant de concentrer les flux des trésorerie placés sur les comptes bancaires des filiales sur un compte centralisateur, commun, appartenant à la société mère. C'est donc cette dernière qui a la main sur les trésoreries des toutes ses filiales, et qui décide de leurs utilisations. Quant à celles qui ne font pas partie d'un groupe, elles opèrent pour l'essentiel en sous-traitance pour le compte de plus grandes entreprises, et sont donc très dépendantes de leurs donneurs d'ordres. En demandant à leurs sous-traitants de baisser les tarifs de leurs prestations (sous peine de rompre leurs contrats), ces donneurs d'ordres préemptent une partie de la marge réalisée initialement par ces PME. Une lecture morale du fonctionnement des entreprises capitalistes, vide de tout rapport de force et de domination, ne permet pas d'appréhender ces grandes logiques.

Un autre exemple, peut-être plus subtil, est celui de la cogestion. Henri Krasucki, dans son manuel *Syndicats et lutte des classes*, expliquait avec clairvoyance que « cogérer » signifiait « gérer avec ». En l'occurrence : gérer

avec les capitalistes. Une analyse politique n'intégrant pas dans sa grille de lecture la lutte objective qui oppose le Travail au Capital n'est pas capable de comprendre le piège que constitue bien souvent la cogestion pour la classe des travailleurs. Car cogérer avec des capitalistes, qui plus est dans un environnement capitaliste (les banques et les actionnaires sont toujours ceux qui allouent les ressources financières selon des objectifs de profit) ne peut qu'enfermer les salariés dans une dynamique d'accompagnement (voire de légitimation) des choix des directions d'entreprises. Car de quoi parle-t-on ? Un conseil d'administration composé à 50/50 entre les représentants des salariés et des actionnaires, comme en Allemagne ? Qui tranche en cas de blocage ? En Allemagne c'est le président du conseil de surveillance, lui-même représentant des actionnaires. Il n'y aurait donc qu'à donner plus de poids aux représentants des salariés, comme le suggère par exemple Thomas Piketty ? Mais dans ce cas, *quid* de l'assemblée générale des actionnaires, qui est aujourd'hui souveraine en matière d'affectation des richesses créées dans l'entreprise (quelle part va en dividendes, quelle part reste dans l'entreprise) ? D'ailleurs, quel actionnaire acceptera d'investir dans une entreprise dont le conseil d'administration est composé majoritairement de représentants des salariés ? Pas bézef. Du coup, et c'est là le cœur du sujet, la question qui se pose est celle des sources de financement alternatives pour l'entreprise. D'autant plus que bâtir une organisation de la production répondant aux besoins sociaux et environnementaux demandera des investissements productifs importants (efficacité énergétique, recherche et développement, plans de développement et de modernisation des équipements et des outils de production, plans d'embauches et de formation, réévaluation des salaires, etc.). Les banques comme source alternative de financement ? Pas sans modification profonde de leurs statut et gouvernance : en l'état, celles-ci conditionnent leurs prêts (quand elles acceptent d'en faire aux entreprises) à des critères de rentabilité (ce que l'on appelle les « Covenants bancaires »). Prendre en compte le rapport de pouvoir et de domination du capital est donc indispensable pour

adopter une lecture rationnelle du fonctionnement des entreprises, et cela comme préalable indispensable à toute définition d'une politique visant précisément l'amélioration des conditions de vie.

Prendre en compte le pouvoir du capital c'est également admettre qu'une transformation radicale de l'organisation de la production ne se décrètera pas. Pour au moins deux raisons. La première est que pour décréter quelque chose, il faut avoir le pouvoir. Et ça, précisément ça ne se décrète pas. La deuxième est que sans soutien massif des travailleurs dans les entreprises, un hypothétique parti révolutionnaire arrivant au pouvoir et décrétant d'hypothétiques lois révolutionnaires ne tiendrait pas longtemps face à la mise en ordre de bataille de la finance de marché, des banques capitalistes, des firmes multinationales et de la troïka. Pour mémoire, le premier gouvernement Tsípras, qui pourtant ne réclamait pas la terre aux paysans et les usines aux ouvriers, n'a tenu que 8 mois.

La société se transforme par l'évolution des forces productives et des rapports de production, et non l'inverse.

Les révolutions informationnelle (qui permet le dépassement potentiel des monopolisations de l'information et du profit qu'elle génère), démographique (maîtrise de la natalité et allongement de la vie), écologique (prise de conscience de la nécessité de préserver les biens communs), sont autant de transformations permettant potentiellement une nouvelle croissance de la productivité et préparant à une nouvelle prise de conscience politique et sociale, notamment des travailleurs. Nous pouvons également faire sérieusement l'hypothèse que cette nouvelle prise de conscience est démultipliée par les évolutions contemporaines du capitalisme qui, offensif et financiarisé depuis qu'il ne peut plus se permettre une certaine redistribution des richesses (voir dans ce numéro l'article de Denis Durand, « Sortir de l'impuissance. La gauche face au pouvoir du capital »), l'ont rendu de plus en plus insupportable aux yeux de la population. L'histoire nous montre que les révolutions dans les lois économiques et technologiques travaillent les consciences et préparent les révolutions poli-

tiques. Mais les préparent seulement, c'est-à-dire rendent leurs conditions objectives de réalisation possibles. C'est dans cette dialectique « révolution économique/ révolution politique » que doit s'inscrire toute organisation politique souhaitant dépasser le capitalisme. Et cela passe aujourd'hui par une reconquête politique du monde du travail, sur une base crédible et révolutionnaire.

Ce n'est pas avec des calculs d'alliance de coins de table visant à remporter des élections, qui plus est sur une tête d'épingle dans un contexte où de plus en plus de Français s'en désintéressent, que nous y arriverons. Et cette reconquête, qui peut être longue (tant pis!), ne pourra se faire qu'en pensant l'entreprise telle qu'elle est : un lieu hautement politique, traversé et organisé par la lutte de classes. La

lutte de classes n'est ni une opinion ni une croyance. Elle s'inscrit dans le réel. À ce titre, ce n'est qu'en se situant dans le cadre de réflexion que celle-ci nous impose, avec toute sa radicalité, que nous réussirons de nouveau à nous ancrer dans le réel et à être audible. ■